

élections d'Ontario, je n'en sais rien, je ne connais rien aussi des sommes d'argent fournies au comité central d'élection de Montréal.

Pendant la session de 1872, j'ai eu un entretien avec Sir George Cartier, mon chef pour la province de Québec, au sujet des élections qui approchaient, et je lui ai dit que nous devions nous partager la besogne dans le Bas-Canada, afin que nos amis fussent capables de s'adresser à chacun de nous avec certitude, dans le cas où ils auraient besoin d'avis ou autre chose. Cela fut entendu entre nous, mais je fus plus loin, je lui parlai de l'expérience que j'avais acquise aux élections précédentes, et je lui dis que je ne pourrais pas me procurer les fonds nécessaires dans ma division électorale, sans avoir recours aux amis du dehors; que, sans doute, j'avais des amis qui pourraient m'aider jusqu'à un certain point, mais qu'il savait que la grande richesse de la province de Québec était concentrée dans Montréal et non dans Québec, et que je devais donc espérer que, s'il obtenait de ses riches amis de Montréal des contributions aux fonds d'élection pour la province de Québec, il devait se rappeler que j'aurais une part de ces fonds pour aider aux élections de mon district, c'est-à-dire la partie Est de la province de Québec. Il me promit qu'il ferait de son mieux.

Puisqu'on est à traiter cette question, je puis dire que, faisant allusion à l'accusation qui a été portée publiquement dans une lettre publiée dans le *Herald* de Montréal par G. W. McMullin, accusation portant que M. Abbott avait été autorisé par—il ne nomme pas qui—de me promettre \$25,000 pour ma bonne volonté ou pour mes services rendus ou futurs, à l'égard du chemin de fer du Pacifique, et que M. Abbott avait déclaré avoir agi ainsi; je puis certifier que M. Abbott ne m'a jamais dit qu'il était autorisé à me promettre \$25,000 ou toute autre somme. M. Abbott ne m'a jamais promis ou offert quoi que ce soit. Il ne m'a jamais parlé de chose semblable, et, en conséquence en autant que je suis concerné, je déclare que cette accusation est fautive. Je laisse sans doute aucun à M. Abbott, qui peut être examiné plus tard, le soin de dire s'il a été autorisé à faire quoique ce soit de ce genre, et si l'accusation portée contre lui, qu'il a promis quelque chose de cette nature, est fondée. En autant que je suis concerné dans cette affaire, je déclare positivement qu'il ne m'a jamais parlé de cela et qu'il ne m'a jamais promis quoi que ce soit à aucune époque. La seule fois que j'ai parlé d'affaires d'élections avec M. Abbott, ça été, je crois, durant la session de 1872, lorsqu'il a eu l'occasion de venir dans mon département et de me voir pour certaine question ayant rapport à des travaux publics dans son comté. J'ai parlé avec lui, comme avec un de mes meilleurs amis politiques de ma province, de la lutte électorale qui devait avoir lieu durant l'été.

Je lui ai dit que la dernière campagne électorale avait été désastreuse pour moi, autant que ma bourse peu garnie y était concernée, et que, sans doute, ma position étant plus préminente maintenant qu'elle ne l'était alors, j'avais peur d'être accablé encore plus par des réclamations ou demandes et sur ce, il me fit remarquer qu'il n'était pas juste que tout le fardeau retombât sur mes épaules, mais que certainement je devais être secouru par mes amis. C'est la seule conversation que j'aie eu avec M. Abbott à ce sujet et; naturellement c'est un de ces entretiens que j'aurais pu avoir avec tout autre ami politique me supportant dans le Parlement ou me supportant en dehors du Parlement; et je puis ajouter que M. Abbott ne m'a jamais parlé du chemin de fer du Pacifique ou des bills qui étaient devant la Chambre, et il ne m'a jamais parlé de supporter aucune des mesures qui étaient alors soumises à la Chambre, ou demandé si je les supporterais ou les opposerais. L'entretien que j'eus avec Sir George Cartier, comme je viens de le dire, a eu pour conséquence l'envoi de \$15,000 par Sir George Cartier, pendant les élections de 1872. Je reçus cet argent des mains de Sir Hugh Allan, me disant qu'il avait reçu instruction de Sir George Cartier de me remettre cette somme pour les fonds d'élections de mon district. Quelque temps après, je reçus un billet de Sir Hugh Allan me mandant qu'en donnant un reçu à M. Abbott, ce dernier avait reçu instruction de me remettre, encore d'après la recommandation de Sir George Cartier, 10,000 autres piastres pour les mêmes fins. Comme j'étais sur le point de laisser Ottawa pour Québec, durant les élections, et croyant savoir que Sir Hugh Allan était parti pour Terre-neuve, je télégraphiai à M. Abbott, à Montréal, de vouloir bien être assez bon pour venir me rencontrer sur le vapeur *Québec*, à Montréal; ce qu'il a fait. Je lui dis alors que j'avais reçu un billet de Sir Allan, comme je viens de le déclarer; que je n'avais demandé aucun argent à Sir Hugh; que la somme de \$15,000 qu'il m'avait envoyée auparavant venait